

# Les Français et la question de l'accueil des migrants

*Mai 2015*

Sondage réalisé par

**Bva**

pour

**orange™**

et

**TELE**

**Bva**

**orange™**

**TELE**

**LEVÉE D'EMBARGO DIMANCHE 17 MAI À 18H**

# Diffusion et levée d'embargo

Ce sondage est réalisé pour



et



- Diffusé dimanche à 18h00 sur iTELE dans l'émission « 18H Politique »
- Diffusé sur les portails Internet :

<http://www.orange.fr/>, <http://www.itele.fr> et <http://www.bva.fr/>

# Fiche technique



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français recrutés par téléphone puis interrogés par Internet **les 12 et 13 mai 2015.**



Echantillon

Echantillon de **1124 personnes**, représentatif de la population française âgée de **18 ans et plus.**

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

# Note sur les marges d'erreur

Comme pour toute enquête quantitative, cette étude présente des résultats soumis aux marges d'erreur inhérentes aux lois statistiques. Le tableau ci-dessous présente les valeurs des marges d'erreur suivant le résultat obtenu et la taille de l'échantillon considéré :

Taille de l'échantillon	Intervalle de confiance à 95% selon le score					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4 000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

**Exemple de lecture** : Dans le cas d'un échantillon de 1 000 personnes, pour un pourcentage obtenu par enquête de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5. Le pourcentage a donc 95% de chance d'être compris entre 17,5% et 22,5%.

# Principaux enseignements (1/2)

## Les Français majoritairement favorables à l'instauration de quotas pour les migrants demandeurs d'asile

Plus de six Français sur dix (62%) se déclarent favorables à l'instauration des quotas souhaitée par Jean-Claude Juncker, le Président de la Commission européenne, afin de répartir les demandeurs d'asile ayant besoin d'une protection internationale dans les différents pays de l'Union européenne, tandis que 37% y sont opposés.

Certaines catégories, qui sont traditionnellement particulièrement préoccupées par la question de l'immigration, apparaissent néanmoins beaucoup plus frileuses que les autres face à l'instauration de ces quotas : les hommes (42% d'entre eux sont défavorables aux quotas, pour 31% des femmes), les classes d'âge intermédiaires (46% des 35-49 ans), les catégories populaires (42% des CSP-, dont 44% chez les ouvriers) et les moins diplômés (41% chez ceux qui ont un diplôme inférieur au bac). Le critère le plus clivant sur cette question demeure la proximité partisane puisque si les trois-quarts des sympathisants de gauche s'avèrent favorables à l'instauration de quotas pour répartir les migrants entre les différents pays de l'Union européenne (75%, dont 82% pour les sympathisants socialistes), les sympathisants de droite sont beaucoup plus partagés (48% favorables, contre 51%) et ceux qui se disent proches du Front national y sont majoritairement opposés (39% seulement de favorables, contre 58%).

Il existe donc une certaine confusion dans l'esprit des Français entre droit d'asile des migrants d'une part et immigration de l'autre.

## Des Français très rétifs au renforcement de l'accueil des migrants en France, plus favorables à l'aide au développement des pays d'origine et partagés sur la question de l'intégration

Si ce système de quotas est présenté par Jean-Claude Juncker comme une mesure pour soulager les pays riverains de la Méditerranée comme l'Italie, la Grèce et Malte, il semble que les Français attendent surtout qu'il soit un gage de protection plus qu'une promesse d'accueil.

En effet, malgré les images terribles des naufrages de ces dernières semaines et le nombre impressionnant de victimes, les Français se montrent aujourd'hui très rétifs à l'idée d'accueillir davantage de migrants que les autres pays de l'Union européenne (80% y sont défavorables) ou à ce que la France élargisse le droit d'asile pour les migrants de Méditerranée (67% de défavorables).

Là encore, les hommes, les classes d'âge intermédiaires, les catégories populaires et les sympathisants de droite sont encore plus catégoriques sur ces sujets.

En revanche, ils apparaissent beaucoup plus favorables à ce que la France soutienne le développement des pays d'origine des migrants (80%), et ce dans toutes les catégories de la population.

Même les sympathisants du Front national se déclarent majoritairement en faveur de cette aide au développement (à 53%, contre 41% qui y sont opposés).

# Principaux enseignements (2/2)

Enfin, les Français apparaissent très partagés sur la question de l'intégration des migrants : 52% sont plutôt favorables à ce que la France facilite l'intégration des migrants en France, tandis que 45% y sont plutôt défavorables.

Les opinions sur cette question épineuse se structurent autour d'un quadruple clivage, sexuel, générationnel, social et politique. Les hommes sont ainsi majoritairement défavorables à l'intégration des migrants en France (53%, contre 44% de favorables), tandis que les femmes expriment l'opinion inverse (59% d'entre elles y sont favorables, pour seulement 38% de défavorables). Par ailleurs, les classes d'âge intermédiaires se montrent là encore particulièrement opposées à cette intégration (56% des 35-49 ans y sont plutôt défavorables), tout comme les catégories populaires (57% des CSP-, dont 66% des ouvriers). Enfin, le clivage partisan reste flagrant : si 80% des sympathisants de gauche sont favorables à ce que la France facilite l'intégration des migrants en France, seulement 28% des sympathisants de droite le sont (et 4% des sympathisants du Front National).

## Une adhésion aux amendements récemment proposés par le Sénat

Dès lors, les Français apparaissent logiquement en phase avec les amendements proposés il y a quelques jours par le Sénat.

Ils sont ainsi largement favorables (à 72%) à ce que la France réduise de deux ans à neuf mois le délai de traitement des dossiers de demandeurs d'asile, et ce dans toutes les catégories de la population.

Surtout, les Français se montrent en accord avec le principal point de durcissement du texte sur le droit d'asile demandé par le Sénat. En effet, 70% d'entre eux se déclarent plutôt favorables à ce que la France oblige automatiquement les migrants dont la demande d'asile est rejetée à quitter le territoire. Seuls les plus jeunes (49% des 18-24 ans y sont favorables, contre 51% qui ne le sont pas) et les sympathisants de gauche (47% contre 49%) ont une opinion très partagée sur cette question.

*Dans un contexte où la pression migratoire a considérablement augmenté ces dernières années sur les frontières sud de l'Europe et où la France subit de plein fouet une crise économique majeure, le droit d'asile des migrants de Méditerranée apparaît comme un sujet de crispation important pour les Français et semble en partie se fondre avec celui de l'immigration.*

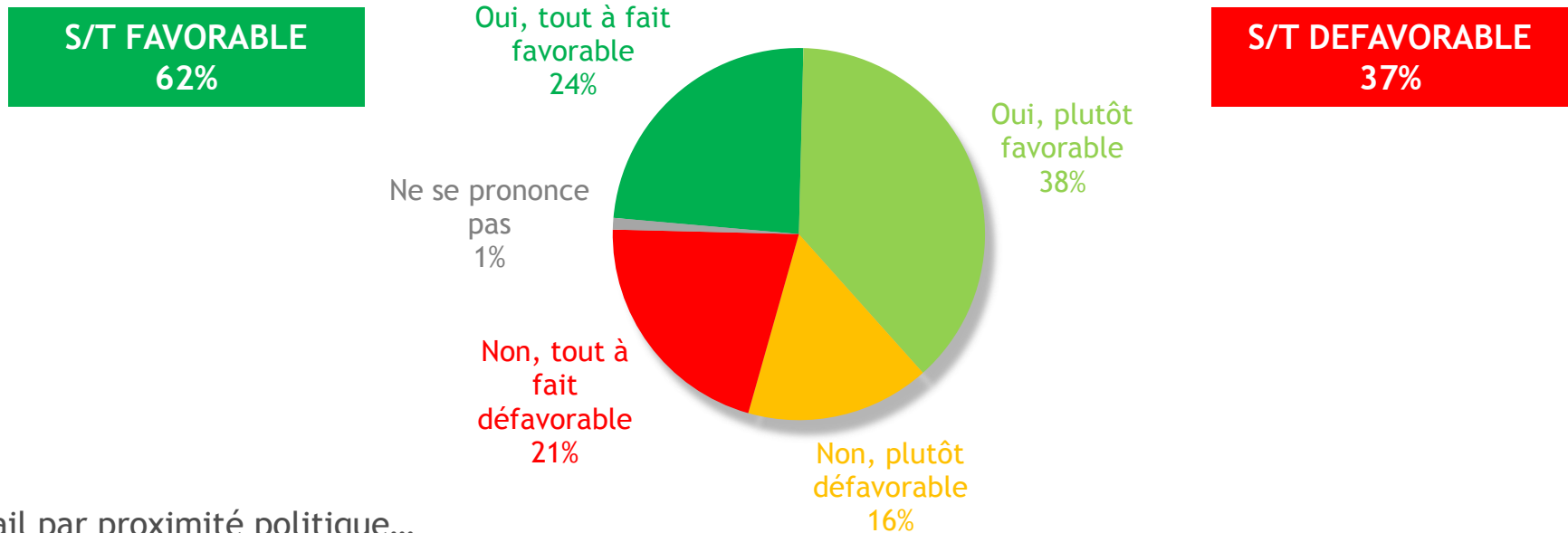
*Si les Français se déclarent majoritairement favorables à l'instauration du système de quotas souhaité par Jean-Claude Juncker, ils l'entendent avant tout comme un gage de protection contre les flux migratoires. Dès lors, une large majorité d'entre eux apparaît en phase avec les amendements récemment introduits par le Sénat, et notamment avec le durcissement de l'obligation de quitter le territoire français pour les demandeurs d'asile déboutés.*

Agnès BALLE, directrice adjointe des études institutionnelles de BVA Opinion

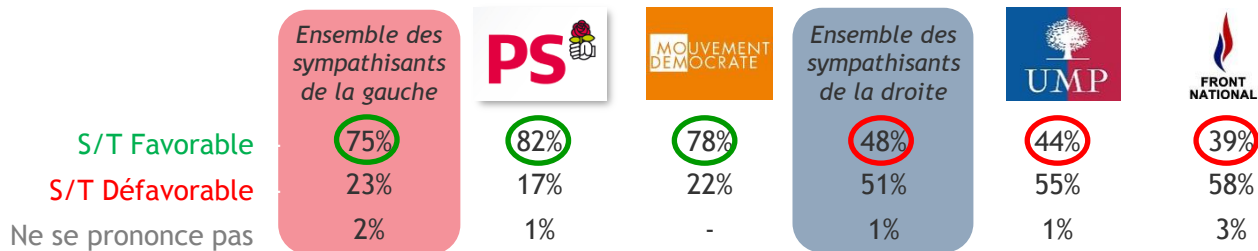
# Les Français majoritairement favorables à l'instauration de quotas répartissant les migrants dans les différents pays de l'UE

- Le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, souhaite instaurer des quotas afin de répartir les demandeurs d'asile, ou migrants, ayant besoin d'une protection internationale dans les différents pays de l'Union européenne, c'est-à-dire que chaque pays puisse accueillir un certain nombre de migrants, afin d'aider les pays riverains de la Méditerranée comme l'Italie, la Grèce et Malte.

En ce qui vous concerne, seriez-vous favorable à l'instauration de ces quotas ?

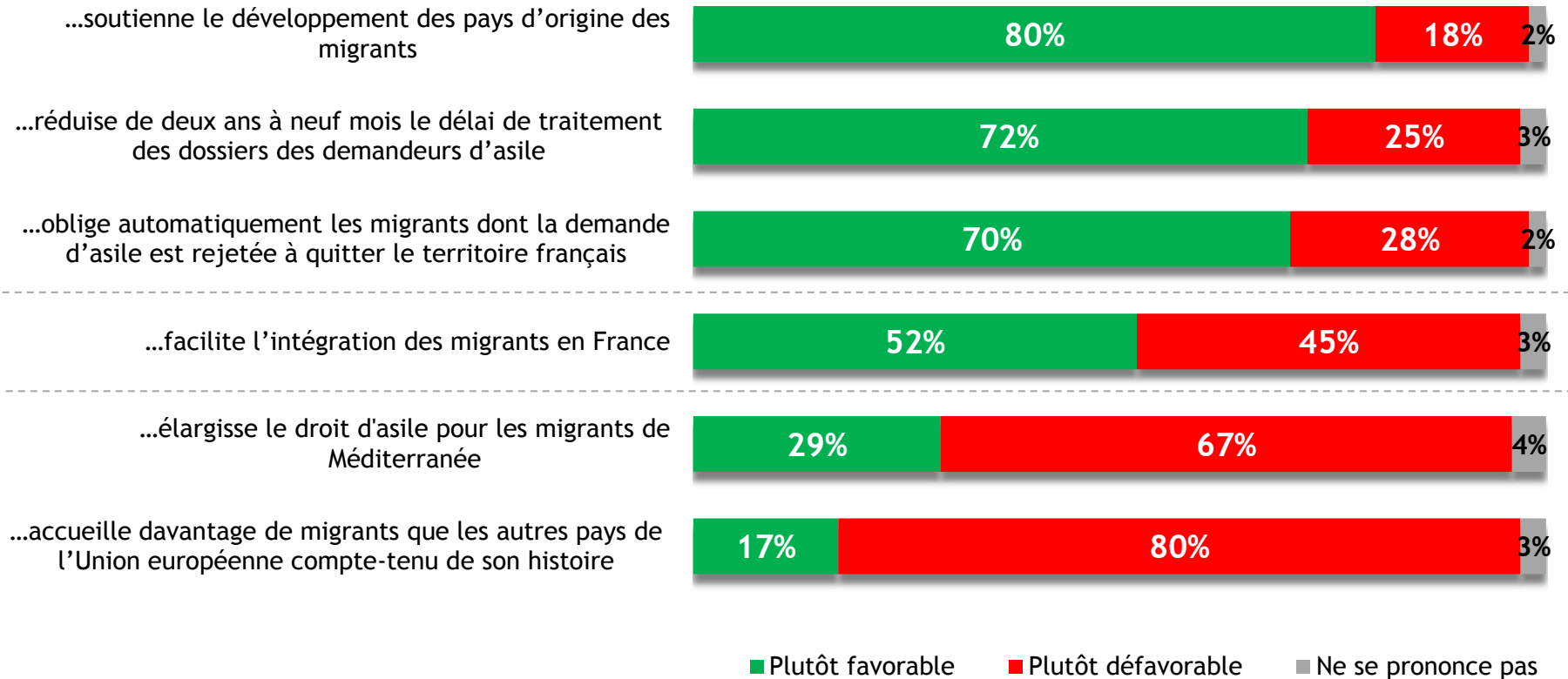


Détail par proximité politique...



# Les Français privilégient l'aide au développement des pays d'origine des migrants à l'élargissement des conditions d'accueil en France

- *Et seriez-vous plutôt favorable ou plutôt défavorable à ce que la France... ?*





# Les Français privilégient l'aide au développement des pays d'origine des migrants à l'élargissement des conditions d'accueil en France - *Par proximité politique*

- Et seriez-vous plutôt favorable ou plutôt défavorable à ce que la France... ?

% Plutôt favorable

Ensemble des sympathisants de la gauche



Symp. du PS



Symp. du Modem

Ensemble des sympathisants de la droite



Symp. de l'UMP



Symp. du FN

...soutienne le développement des pays d'origine des migrants

80%

93%

95%

69%

71%

76%

53%

...réduise de deux ans à neuf mois le délai de traitement des dossiers des demandeurs d'asile

72%

82%

84%

88%

65%

68%

52%

...oblige automatiquement les migrants dont la demande d'asile est rejetée à quitter le territoire français

70%

47%

49%

75%

86%

89%

85%

...facilite l'intégration des migrants en France

52%

80%

82%

60%

28%

37%

4%

...élargisse le droit d'asile pour les migrants de Méditerranée

29%

53%

55%

28%

11%

13%

-

...accueille davantage de migrants que les autres pays de l'Union européenne compte-tenu de son histoire

17%

38%

34%

8%

5%

4%

2%